

Annexe au Talus

From Now On, Every Palestinian Is an anti-Semite

Dorénavant, chaque Palestinien est antisémite

Par [Gideon Levy](#), article paru dans [Haaretz](#)



Pro-Israeli counter-protesters march after the official approval of a new West Bank settlement in 25 years, Paris, April 1, 2017. Credit : THOMAS SAMSON/AFP

The plague is spreading. Under cover of the (just) war against anti-Semitism, Europe and the United States silence every voice daring to criticize Israel. Under cover of this war, they are undermining their freedom of speech. Incredibly, this new phenomenon is not triggering any protest, as one would expect. Laws labeling anti-Zionism as anti-Semitism and the anti-occupation movement as anti-Semitic, are passed with overwhelming majorities. Now they are playing into the hands of Israel and the Jewish establishment, but they are liable to ignite anti-Semitism when questions arise about the extent of their meddling.

Last week, the phenomenon hit France, cradle of the revolution. The French National Assembly [passed by a sweeping majority a bill that adopts](#)

La peste se propage. Sous couvert de la (juste) guerre contre l'antisémitisme, l'Europe et les États-Unis font taire toutes les voix qui osent critiquer Israël. Sous couvert de cette guerre, ils portent atteinte à la liberté d'expression chez eux. Fait incroyable, ce nouveau phénomène n'est la cible d'aucune contestation, alors que l'on pourrait s'y attendre. Les lois qualifiant l'antisionisme d'antisémitisme et le mouvement anti-occupation d'antisémite sont adoptées à une écrasante majorité. Aujourd'hui, elles font le jeu d'Israël et de l'establishment juif, mais elles risquent d'enflammer l'antisémitisme lorsque des questions se poseront quant à l'ampleur de leur ingérence.

La semaine dernière, le phénomène a frappé la France, berceau de la révolution. L'Assemblée nationale française a adopté à une large majorité un projet de loi qui

the definition of anti-Semitism issued by the International Holocaust Remembrance Alliance, which equates anti-Zionism with anti-Semitism. Liberty? Equality? Fraternity? Not when it involves Israel. Here, these values are rendered mute.

French parliament member Sylvain Maillard formulated the bill. He is another friend of Israel's who reportedly participated in a meeting with settler wheeler-dealer Yossi Dagan, head of the Samaria regional council, some months ago. "Criticizing the very existence of Israel as a collective composed of Jewish citizens is tantamount to hatred towards the Jewish community as a whole; just like collectively holding Jews accountable for the policies of the Israeli authorities is an expression of anti-Semitism," the law's introduction states. The cat is out of the bag: It is forbidden to raise doubts about Zionism, one of the only ideologies in the world whose righteousness cannot be questioned by the nations of the free world.

First, the language. Israel "as a collective composed of Jewish citizens." The nation-state law was also accepted in the National Assembly in Paris. If Israel is a collective of Jewish citizens, what are the Palestinian citizens? And what are the subjects living under occupation? The 154 parliamentarians who raised their hands in support of the decision cannot evade these questions. Liberty, equality, fraternity - only for the Jews? And what are they offering the six million Palestinians, citizens and subjects of the occupation, who live under "the collective of Jewish citizens"? Second-rate liberty, equality, fraternity? From now on no one is even allowed to ask these questions. Anyone who asks is an anti-Semite.

"Anti-Zionism is a legitimate position in Jewish history, and it also has a long history in Israel," a petition signed in vain by 129 Jewish and

adopte la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, qui assimile antisémitisme et antisémitisme. Liberté ? Égalité ? Fraternité ? Pas quand il s'agit d'Israël. À son sujet, ces valeurs sont étouffées.

Le député français Sylvain Maillard a formulé le projet de loi. C'est lui aussi un ami d'Israël qui aurait participé il y a quelques mois à une réunion avec Yossi Dagan, chef du conseil régional de Samarie, un colon magouilleur. " Critiquer l'existence même d'Israël en tant que collectif composé de citoyens juifs équivaut à de la haine envers la communauté juive dans son ensemble, tout comme tenir collectivement les Juifs responsables des politiques des autorités israéliennes est une expression d'antisémitisme ", affirme l'introduction de la loi. Le loup est sorti du bois : il est interdit de mettre en doute le sionisme, une des seules idéologies au monde dont la droiture ne peut être mise en question par les nations du monde libre.

Premièrement, les mots : Israël "en tant que collectif composé de citoyens juifs." La loi sur l'État-nation a également été acceptée par l'Assemblée nationale à Paris. Si Israël est un collectif de citoyens juifs, que sont les citoyens palestiniens ? Et qui sont ceux qui sont soumis à l'occupation ? Les 154 parlementaires qui ont levé la main en faveur de la décision ne peuvent éluder ces questions. Liberté, égalité, fraternité - seulement pour les Juifs ? Et qu'offrent-ils aux six millions de Palestiniens citoyens soumis à l'occupation, qui vivent sous " le collectif des citoyens juifs " ? Liberté, égalité, fraternité, au rabais ? À partir de maintenant, personne n'a même plus le droit de poser ces questions. Quiconque se le permet est antisémite.

" L'antisémitisme est une position légitime dans l'histoire juive, et il a aussi une longue histoire en Israël ", a déclaré une pétition signée en vain par 129 professeurs et

Israeli professors and intellectuals against passage of the law, stated. The petition's signatories mentioned that there were many anti-Zionist Holocaust survivors. Now they, too, are anti-Semites.

From now on, every Palestinian and every Arab, except for [Ayoub Kara](#), is an anti-Semite. Even every Jew and every Israeli who supports a solution of one democratic and egalitarian state, precisely in the spirit of the French revolution, is an anti-Semite. So too anyone for whom Zionism is a colonialist movement - [is that not a legitimate position?](#) - is an anti-Semite.

For generations of Palestinians, Zionism is the essence of their existence; it expelled them from their country, deprived them of their lands, dishonored them, ruined their lives, and kills and torments them to this very day, without the end being in sight. Are they forbidden from being anti-Zionists? Are they able to not hate Zionism? Will France try them for the transgression of anti-Semitism? They are not fighting Zionism because they are anti-Semites. They are anti-Zionist only because Zionism destroyed their lives.

And what are the protesters of the fence around the cage of Gaza? Are they anti-Semites? Are they not freedom fighters? And what about people of conscience around the world who identify with them? From now on they are all anti-Semites, and that is outlawed in France. And if denying the right of Jewish self-determination is anti-Semitism, how will the French National Assembly refer to Israel's denial of the Palestinians' rights? Why does it not pass a law about that? Only because the Palestinians and justice don't have a powerful lobby in France.

Hooray, Gilad Erdan! Great, Jews of France. Congratulations, Mr. Maillard. You've won.

intellectuels juifs et israéliens contre le passage de la loi. Les signataires de la pétition ont mentionné qu'il y avait de nombreux survivants antisionistes de l'Holocauste. Maintenant, eux aussi sont antisémites.

Désormais, chaque Palestinien et chaque Arabe, à l'exception de [Ayoub Kara](#), est un antisémite. Même chaque Juif et chaque Israélien qui soutient une solution d'un État démocratique et égalitaire, précisément dans l'esprit de la révolution française, est un antisémite. Il en va de même pour tous ceux pour qui le sionisme est un mouvement colonialiste - n'est-ce pas une position justifiée ? - ils sont antisémites.

Pour des générations de Palestiniens, le sionisme est l'essentiel même de leur existence : il les a expulsés de leur pays, les a privés de leurs terres, les a déshonorés, a ruiné leur vie, les a tués et tourmentés jusqu'à ce jour, sans qu'ils puissent en voir la fin. Leur est-il interdit d'être antisionistes ? Sont-ils capables de ne pas haïr le sionisme ? La France va-t-elle les juger pour la transgression de l'antisémitisme ? Ils ne combattent pas le sionisme parce qu'ils sont antisémites. Ils sont antisionistes uniquement parce que le sionisme a détruit leur vie.

Et que sont les manifestants de la barrière autour de la cage de Gaza ? Sont-ils antisémites ? Ne sont-ils pas des combattants de la liberté ? Et qu'en est-il des gens de conscience du monde entier qui s'identifient à eux ? Désormais, ils sont tous antisémites, et c'est interdit en France. Et si nier le droit à l'autodétermination des Juifs est de l'antisémitisme, comment l'Assemblée nationale française parlera-t-elle du déni des droits des Palestiniens par Israël ? Pourquoi n'adopte-t-elle pas une loi à ce sujet ? **Seulement parce que les Palestiniens et la justice n'ont pas de lobby puissant en France.**

Hourra, Gilad Erdan ! Bravo, Juifs de France. Félicitations, monsieur Maillard. Vous avez vaincu.

NdTalus :

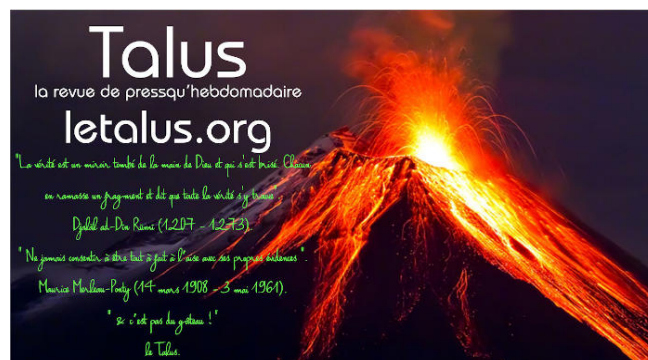
[erdan](#) est actuellement ministre de la Sécurité intérieure, ministre des Affaires stratégiques et ministre de l'information, d'Israël, bien sûr.

Tout ça !... & pourquoi pas ministre de l'Éducation du peuple et de la Propagande ?



[Gideon Levy](#)


Voilà, cette annexe au Talus est terminée, merci de l'avoir lue & de diffuser l'adresse du site :



ou <https://www.letalus.org>

ou encore, plus simplement : letalus.org

... si vous en voyez l'intérêt.

Si vous souhaitez être tenu·e au courant des parutions du Talus, vous pouvez vous abonner via le flux RSS  ou envoyer un mël à abonnements@letalus.org en précisant si vous souhaitez vous abonner ou vous désabonner.

PARA NOSOTROS NADA, PARA TODOS TODO

pour nous rien, pour tous tout



C'est tout pour aujourd'hui